L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Hôtel de Ville, du Conseil Général de la Banlieue et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BATON.

PRIX DES ABONNEMENTS PAYABLE D'AVANCE
MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI MATIN, 19 SEPTEMBRE 1837.

D'après le relevé officiel que nous avons du bureau du gardien du cimetière du Bayou St. Jean, on s'APPERCOIVRA que l'épidémie n'a en aucune manière perdu de sa force. Dans la liste que nous avons publiée la semaine dernière, les inhumations se montaient du 10 au soir à 424; et celles du 11 au 17 de septembre, que nous insérons ci-après, ne sont pas moins de 816.

Enterrements
Faits au Cimetière du Bayou St. Jean du 11 au 17 Septembre 1837.

	Hôpital	Divers	Corporation	Total
Le 11	15	11	10	36
12	10	27	13	50
13	15	25	9	50
14	15	23	9	51
15	20	18	11	47
16	12	16	9	37
17	9	15	2	26
	116	160	63	341
De la 1re 10	159	220	49	428
	275	380	108	769

Nombre de personnes arrivées depuis trois jours.

Sur le navire Hélène, de New-York,	92	passagers
" Mary Howfield, de	75	"
" Nestor, de	214	"
" Lydia, de	21	"
Barque Joséphine, de Philadelphie,	18	"
Bq. que Cambridge, de Boston,	8	"
Goëll, Sabine, de la Havane,	6	"
Bar. Avan, Remoun, de Cincinnati,	8	"
Dit. dito Bonaparte, de Louisville	33	"
	269	

Montant de la farine arrivée ici depuis samedi matin.

Par le bateau à vapeur Turquin,		12	barils
" " " Rapides,		350	"
" " " John Hicks		470	"
" " " Bonaparte		1168	"
		2210	

SUR LE MESSAGE DU PRÉSIDENT.

L'examen d'un message où les forces, et nous prétendons en faire une complète analyse; mais, notre intention n'est point telle, et nous nous contenterons d'en faire ressortir les principes, persuadés que nous sommes, qu'une infinité de lecteur, surtout parmiles personnes de l'opposition, se seront fait un prétexte de la longueur de cet intéressant document pour n'en lire qu'une partie, ou pour le parcourir à la légèreté, nous présenterons aussi succinctement les vues les plus saillantes. Il est indispensable, dans l'état actuel des choses, de se pénétrer des motifs du premier magistrat de l'Union, et de dépouiller toute prévention, afin d'apprécier, comme il doit l'être, l'esprit de conciliation et de patriotisme dont est empreint ce premier de ses rapports avec la représentation nationale, convoquée, à l'effet seul de décider sur la grande question financière, et l'on nous saura gré d'en faciliter le moyen. Ce n'est pas en expressions fadatives que nous manifester notre l'impressi n reçue, mais, laissant de côté le mérite intrinsèque d'une communication qu'il n'est pas manque d'admirateurs, c'est sur la solidité des principes, sur l'urgence de leur application, et sur l'unité des mesures proposées, que nous nous arrêterons principalement.

La base sur laquelle s'appuie M. Van Buren, est la constitution; et c'est en rapportant tous les faits à cette règle invariable, qu'il pose si nettement la question. "Le rétablissement d'une banque nationale, sous quelque forme que ce soit, ne produirait aucun des résultats que s'en promettent ses partisans, tandis qu'il porterait un coup sensible à la sûreté du peuple; altérerait le caractère de notre système politique, en donnant le trésor à une puissance d'argent dont l'existence serait aussi hostile à l'esprit de nos institutions républicaines, que menaçantes pour leur durée."

Un tel langage, fondé sur une série de faits incontestés, démontre assez que les vues du chef de l'Etat ne se bornent pas à une popularité éventuelle, à une ambition personnelle. C'est pour le peuple, et par le peuple, qu'il veut que s'opère le bien; et qu'il prétend s'opposer à l'envahissement de cette puissance d'argent si hostile aux institutions républicaines." La voix du premier magistrat de la république aura du retentissement parmi les masses; et le peuple comprendra tout le danger que lui faisait courir un système dont tous les résultats tendaient à créer dans chaque Etat, et dans toute la fédération, une oligarchie d'autant plus insoutenable, qu'elle n'était fondée sur aucune des illusions susceptibles de capter un peuple défaité.

L'argent seul était la puissance; c'était le veau d'or; et nous n'étions pas à nous apercevoir de l'influence d'un tel culte sur notre état social. En effet, l'esprit effréné des spéculations avait versait tous les élémens de la société américaine, telle que l'avaient conçue et établie nos illustres fondateurs. L'entraînement vers d'autres travaux de la terre et d'améliorations intempestives, en prématurées, avait détourné de leur destination une multitude de bras qui étaient dû être employés à l'agriculture. Ce qui avait nécessité, pour l'importation des grains d'Europe, une dépense de deux cent cinquante millions de piastres pour la seule année 1834. On sent assez combien de tête faits ont allarmé les conservateurs de nos institutions; et à quel point ils ont dû déplorer l'esprit de vertige qui faisait la véritable source des richesses de l'Union pour ouvrir un abîme sans fonds où allaient s'engloutir des ambitions désordonnées. Le caractère national se ressentait déjà de l'importance donnée à des succès éphémères; et l'on voyait déjà ce peuple si indépendant, si fier de sa liberté, souffrir des empiétemens journaliers sur l'égalité, qui est son premier besoin; ou plutôt fléchir le genou devant l'idole aux pieds d'argile! Ce n'était plus la vertu, le mérite, qui donnaient accès aux emplois publics; c'était la *situation* sociale; autôt qu'un homme s'était élevé de quelques échelons sur l'échaffaudage d'un crédit désordonné, il devenait propre à tous les emplois; et l'inepte, le mépris des principes de morale et de liberté, n'étaient plus un obstacle.

La fortune réelle ou factice lui tenait déjà lieu de toutes les qualités! L'on ne cuait plus les talents, la vertu, le patriotisme; mais, les équipages, les meubles les domaines; et le niaiserie d'une multitude, détournée de sa véritable destination, tenait compte à l'oligarchie de l'argent, des jouissances qu'une ambition éhontée, ou des moyens souvent plus que suspects, avaient procuré à cette nouvelle espèce de Nababe. C'est à précisément le péril auquel un gouvernement ami du peuple a voulu soustraire la patrie. Le système des banques ne favorisait qu'une fraction de la société aux dépens de tous, et cette fraction nous préparait une domination chaque jour plus pesante. Déjà les lignes de démarcation étaient tranchées; et le monopole des banques avait consisté, par une autabondante et capricieuse allocation de crédit, cette stupide stérilisation de l'argent qui est à la fois la honte des Etats, l'objet du mépris du sage, et le jeste moïnd de la haine des vrais citoyens.

"Des opérations outre mesure ont été encouragées dans leur marche fatale par l'émission excessive de papier monnaie, et par l'extension du crédit;" et c'est évidemment à la cause de la crise qui afflige notre pays! Mais en réalité, qui ont favorisé les banques? ou c'est engouffré leur énorme capital? Et s'il en est qui ont lui-ré tomber sur quelques industrielles miettes du banquet splendide auquel étaient conviés les riches, n'est-ce pas généralement sur la classe privilégiée des directeurs et de leurs adhérens que s'est concentrée la prétendue utilité de ces institutions. Nous avons, entre-tin, pensé que leurs faveurs, largement départies aux puissans du jour, se résoudraient en roses sur le peuple, mais, à l'examen, nous avons dû reconnaître que le monopole n'avait servi qu'à exciter, jusqu'à la démence, l'ambition de quelques individus, et à réduire les banques à la nécessité de ravir au peuple le fruit de ses travaux, en rendant de plus en plus équivoque la possession de quelques lambeaux de papier dont la garantie aurait dû être assurée par la solidarité des directeurs et des actionnaires. C'est à ces décoptions que le gouvernement général désire mettre un terme; et c'est pour assurer au peuple quelque remors contre des malversations flagrantes, que le Président s'appelle en aide la représentation nationale. Assurément, le ton du message n'a rien qui tranche de l'absolu; c'est au peuple que le président appelle; c'est au peuple qu'il adresse les observations que lui a suggérées sa longue expérience; et c'est conséquemment au peuple à apprécier ses motifs, à se prononcer des faits, et à ne se pas laisser abuser de nouveau par le charlatanisme. L'appuyance dépendra d'un système qui remettrait tout en question, et qui tendrait à renversement accéléré des principes les plus sacrés pour un peuple libre, ne saurait plus entraîner que ceux qui ne considèrent que les inconvéniens d'une gêne passagère. Mais, pour ceux qui auront apprécié l'étendue des vues patriotiques, et qui auront aperçu le danger dont nous menaçait un avenir prochain, les causes de plaintes en jugée; et le message de M. Van Buren, cependant des motifs aussi puissans contre un système funeste au pays.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

Washington, dimanche 10 Septembre 1837.

LETTRE No. VI.

Monsieur,

Les chambres n'ont pas siégé hier, voilà pourquoi il ne trouve un vide dans ma correspondance.

Je viens d'apprendre avec la plus vive satisfaction que l'élection des officiers municipaux et d'un sénateur dans Charleston le parti démocratique a triomphé. Cet événement n'est peut-être pas du au message du président, cependant, c'est un fait avéré que c'est mieux qu'on dit d'un parti qui a pour lui le peuple, et qui prendra en exécration ceux qui ont voulu le tromper.

Je ne crois pas qu'il est le moindre doute que le message du président, ne produise un bien immense. Il est impossible de ne pas être frappé de la justesse de ses vues, de la sagesse de ses principes, et de la modération avec laquelle il propose de remédier à la crise qui nous afflige. Il est impossible de ne pas être convaincu de la nécessité de ne pas laisser le trésor à la merci des banques, et de ne pas laisser le peuple à la merci des banques, et de ne pas laisser le peuple à la merci des banques, et de ne pas laisser le peuple